

POUR DE VRAIES RUPTURES, C'EST À NOUS D'AGIR

Tant qu'il n'y aura pas suffisamment de personnes déterminées pour faire vivre la politique au quotidien et se battre pour basculer vers la démocratie (directe) et l'égalité sociale (donc en gros désarmer l'Etat, le capitalisme et les gouvernements), il n'y aura pas de véritables ruptures et on continuera de s'enfoncer dans l'autoritarisme, l'ultra-capitalisme, les vaines luttes fratricides, la précarisation, l'écocide, les catastrophes climatiques, avec en prime risques de guerres généralisées. Actuellement, les minorités rebelles et actives ne font pas le poids, elles peuvent juste, parfois, ralentir la Machine ou arracher des victoires localisées. Elles peuvent juste maintenir quelques brèches et refuges, quelques repères, mais en aucun cas renverser la vapeur.

A chacun.e de cogiter, de prendre ses responsabilités et de choisir ses priorités.

Forcément, le programme du "Nouveau Front Populaire" est insuffisant pour faire vivre une véritable rupture, d'autant que le terrain nécessaire est trop peu développé. Une (souhaitable) victoire électorale du Front Populaire n'est qu'un outil, un répis, au mieux une étape. Après la victoire éventuelle (ou tout autre scénario d'ailleurs), c'est là que tout commence, y compris en luttant contre les vainqueurs et leur politique.

Pour éviter un « nouvel échec de la gauche », pour éviter la poursuite mortifère de la pente néofasciste alimentée par les gouvernements actuels/passés et le système en place, la seule



voie est d'aller toujours plus loin vers la démocratie réelle (donc directe), la coopération, l'entraide, l'égalité sociale, la généralisation de la sécurité sociale pourquoi pas... Et donc de multiplier les discussions, actions et débats pour qu'un maximum de personnes prennent ensemble leurs vies en main au lieu de laisser la gauche s'enliser dans du réformisme et des promesses impossibles.

Car la gauche, comme tous les courants politiques, a très peu de marges de manoeuvres, elle est prise en étau dans les froides mâchoires et exigences impératives des structures irréfomables de l'Etat (qui impose l'autoritarisme hiérarchique, le productivisme, la représentation, la bureaucratie, la surveillance de masse) et du capitalisme (qui impose la croissance infinie, la concurrence, la guerre de tous contre tous, l'écocide planétaire), de la société de masse et du système techno-industriel. Chacune de ces entités appelle, et a besoin de, toutes les autres.

Une vraie rupture avec le modèle de société en place, pour aller vers la démocratie réelle, l'antifascisme conséquent, la justice sociale, l'émancipation, la solidarité... exige des combats politiques quotidiens et acharnés, animant un grand nombre de personnes, qui ne peuvent se résumer à des élections, ou à des manifs et grèves éparses.

Au lieu de s'en remettre à des représentants, des militants ou des partis, la politique c'est à nous de la faire, à nous de la décider directement, et donc de créer les conditions sociales, culturelles et politiques pour qu'on puisse le faire, et que cette vie politique active soit accessible à tout le monde. C'est à nous de nous organiser « d'en bas », de résister, de faire pression, de comprendre que les luttes et alternatives radicales ne sont pas à déléguer ou à mener épisodiquement, mais qu'elles doivent faire partie intégrante de nos vies.

POUR DE VRAIES RUPTURES, C'EST À NOUS D'AGIR

Tant qu'il n'y aura pas suffisamment de personnes déterminées pour faire vivre la politique au quotidien et se battre pour basculer vers la démocratie (directe) et l'égalité sociale (donc en gros désarmer l'Etat, le capitalisme et les gouvernements), il n'y aura pas de véritables ruptures et on continuera de s'enfoncer dans l'autoritarisme, l'ultra-capitalisme, les vaines luttes fratricides, la précarisation, l'écocide, les catastrophes climatiques, avec en prime risques de guerres généralisées. Actuellement, les minorités rebelles et actives ne font pas le poids, elles peuvent juste, parfois, ralentir la Machine ou arracher des victoires localisées. Elles peuvent juste maintenir quelques brèches et refuges, quelques repères, mais en aucun cas renverser la vapeur.

A chacun.e de cogiter, de prendre ses responsabilités et de choisir ses priorités.

Forcément, le programme du "Nouveau Front Populaire" est insuffisant pour faire vivre une véritable rupture, d'autant que le terrain nécessaire est trop peu développé. Une (souhaitable) victoire électorale du Front Populaire n'est qu'un outil, un répis, au mieux une étape. Après la victoire éventuelle (ou tout autre scénario d'ailleurs), c'est là que tout commence, y compris en luttant contre les vainqueurs et leur politique.

Pour éviter un « nouvel échec de la gauche », pour éviter la poursuite mortifère de la pente néofasciste alimentée par les gouvernements actuels/passés et le système en place, la seule



voie est d'aller toujours plus loin vers la démocratie réelle (donc directe), la coopération, l'entraide, l'égalité sociale, la généralisation de la sécurité sociale pourquoi pas... Et donc de multiplier les discussions, actions et débats pour qu'un maximum de personnes prennent ensemble leurs vies en main au lieu de laisser la gauche s'enliser dans du réformisme et des promesses impossibles.

Car la gauche, comme tous les courants politiques, a très peu de marges de manoeuvres, elle est prise en étau dans les froides mâchoires et exigences impératives des structures irréfomables de l'Etat (qui impose l'autoritarisme hiérarchique, le productivisme, la représentation, la bureaucratie, la surveillance de masse) et du capitalisme (qui impose la croissance infinie, la concurrence, la guerre de tous contre tous, l'écocide planétaire), de la société de masse et du système techno-industriel. Chacune de ces entités appelle, et a besoin de, toutes les autres.

Une vraie rupture avec le modèle de société en place, pour aller vers la démocratie réelle, l'antifascisme conséquent, la justice sociale, l'émancipation, la solidarité... exige des combats politiques quotidiens et acharnés, animant un grand nombre de personnes, qui ne peuvent se résumer à des élections, ou à des manifs et grèves éparses.

Au lieu de s'en remettre à des représentants, des militants ou des partis, la politique c'est à nous de la faire, à nous de la décider directement, et donc de créer les conditions sociales, culturelles et politiques pour qu'on puisse le faire, et que cette vie politique active soit accessible à tout le monde. C'est à nous de nous organiser « d'en bas », de résister, de faire pression, de comprendre que les luttes et alternatives radicales ne sont pas à déléguer ou à mener épisodiquement, mais qu'elles doivent faire partie intégrante de nos vies.